ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Réindustrialisation

Question au Gouvernement n° 738

Texte de la question

RÉINDUSTRIALISATION

Mme la présidente . La parole est à M. Vincent Rolland.

M. Vincent Rolland . L'industrie française, jadis pilier de notre souveraineté et de notre rayonnement international, s'effondre. Nous ne cessons de le répéter. Plus de 2 millions d'emplois industriels ont disparu en vingt ans.

M. Jean-Paul Lecoq . La faute à qui ?

M. Vincent Rolland . Monsieur le ministre chargé de l'industrie et de l'énergie, vous avez évoqué hier le dispositif Territoires d'industrie. Chaque initiative est bonne à prendre, à condition qu'elle ne soit pas l'arbre qui cache la forêt de mesures votées précédemment contre l'industrie.

Nous avons les talents, les ressources, la créativité ; il ne manque que la volonté politique pour relever le défi.

M. Jean-Paul Lecoq . Et l'engagement des patrons !

M. Vincent Rolland . Nous avons repris l'examen du projet de loi de simplification de la vie économique, mais il n'est qu'une étape. Nous avons besoin d'un big bang de compétitivité fiscale et administrative ! Sans même parler de la pénurie de main-d'œuvre, faute de formation et d'attractivité. Et comme si cela ne suffisait pas, l'objectif zéro artificialisation nette agit comme un véritable épouvantail à l'investissement.

M. Jérôme Nury . C'est sûr !

M. Vincent Rolland . Sous votre impulsion, nous devons bâtir une majorité capable de porter haut et fort un discours de vérité sur notre compétitivité, sur la recherche et surtout sur la production en France. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe DR.)*

Mme Marie Pochon . Il serait temps de trouver cette majorité !

M. Vincent Rolland . Nos filières stratégiques sont menacées, comme Tokai COBEX dans ma circonscription en Savoie. Offrons à nos industriels un prix de l'électricité plus compétitif. Il y va de leur survie.

Quelles mesures le gouvernement compte-t-il prendre pour rendre à l'industrie française sa place dans le monde ? Le groupe Droite républicaine, sous la présidence de Laurent Wauquiez, y prendra sa part. *(Applaudissements sur les bancs du groupe DR. – Mme Brigitte Barèges applaudit également.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre chargé de l'industrie et de l'énergie.

M. Marc Ferracci, *ministre chargé de l'industrie et de l'énergie .* Votre question témoigne de votre fort engagement en faveur des entreprises industrielles de votre territoire. Je vous en remercie.

Notre industrie est confrontée à des défis majeurs, mais je n'irai pas jusqu'à dire, comme vous l'avez fait, qu'elle s'effondre. Nous avons recréé des emplois industriels : 150 000 depuis 2017, 10 000 rien qu'en 2024. Ce sont les chiffres de l'Insee.

M. Benjamin Lucas-Lundy . Pour combien de plans de sauvegarde de l'emploi ?

M. Marc Ferracci, *ministre .* Depuis quelques années, nous rouvrons des sites industriels. La réindustrialisation du pays est une réalité.

Tout cela n'est pas suffisant ; tout cela n'est pas satisfaisant. Je suis d'accord avec vous. Nous devons continuer d'agir.

D'abord, nous devons agir pour former. La réforme de l'apprentissage a permis de faire de cette voie d'insertion professionnelle une voie d'excellence, mais nous devons encore conduire la réforme des lycées professionnels, sous la direction d'Élisabeth Borne, afin qu'ils soient davantage en phase avec les besoins du marché du travail, en particulier ceux des entreprises industrielles.

Ensuite, nous devons agir pour simplifier. En ce qui concerne le ZAN, que vous avez évoqué, je défends, avec M. François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, l'idée que les projets industriels puissent ne pas y être soumis. Nous aurons bientôt l'occasion d'en discuter.

Nous devons aussi agir pour rendre les entreprises industrielles plus compétitives.

M. Benjamin Lucas-Lundy . Ce n'était pas le but des généreuses aides publiques ?

M. Marc Ferracci, *ministre .* Le coût de l'énergie est un des leviers pour y parvenir. La feuille de route d'EDF est très claire : fournir à nos industriels l'accès à une énergie décarbonée à des prix compétitifs, garantis pour un temps suffisamment long pour permettre les investissements.

Nous devons également agir sur le coût du travail. Nous pourrons en discuter à l'occasion des prochaines échéances budgétaires.

M. Benjamin Lucas-Lundy . Moins de dividendes, plus de salaires !

M. Marc Ferracci, *ministre .* Enfin, nous nous battons à l'échelle européenne pour créer des mesures de protection permettant à nos industriels de lutter à armes égales avec une concurrence féroce, souvent déloyale.

L'industrie est un facteur de prospérité, de souveraineté et de cohésion dans nos territoires. Notre ligne est claire : nous continuerons à nous battre. *(Applaudissements* sur quelques bancs du groupe DR.)

Données clés

Auteur : M. Vincent Rolland
Circonscription : Savoie (2e circonscription) - Droite Républicaine
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 738
Rubrique : Industrie
Ministère interrogé : Industrie et énergie

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QG738

Ministère attributaire : Industrie et énergie

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 29 mai 2025
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 mai 2025